


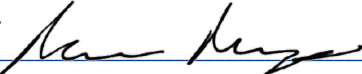
Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Maxime Marquis, trésorier, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Saint-Lambert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature  

Date 6 avril 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Lambert

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Lambert (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 6 avril 2023
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	50 212 877	50 887 718	47 333 672
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 515 062	1 479 021	1 371 637
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 914 732	6 702 887	3 408 260
Services rendus	5	1 958 842	2 027 197	1 584 957
Imposition de droits	6	4 622 428	8 407 212	6 741 585
Amendes et pénalités	7	625 000	633 516	681 379
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	358 000	881 465	429 373
Autres revenus	10	102 000	7 965	169 786
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	61 308 941	71 026 981	61 720 649
Charges				
Administration générale	14	9 030 171	9 232 159	9 331 106
Sécurité publique	15	12 263 797	12 263 840	11 755 726
Transport	16	12 356 446	17 065 400	15 698 690
Hygiène du milieu	17	7 591 645	9 474 146	8 417 224
Santé et bien-être	18	241 743	247 982	241 911
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 119 665	1 380 350	1 226 923
Loisirs et culture	20	8 681 325	10 265 375	9 886 270
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 092 945	2 361 316	2 692 949
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	53 377 737	62 290 568	59 250 799
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 931 204	8 736 413	2 469 850
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		112 646 237	110 176 387
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		112 646 237	110 176 387
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		121 382 650	112 646 237

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 987 457	9 591 507
Débiteurs (note 5)	2	40 566 646	39 233 164
Prêts (note 6)	3	102 750	102 750
Placements de portefeuille (note 7)	4	245 985	231 065
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	55 902 838	49 158 486
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 545 059	7 890 281
Revenus reportés (note 12)	12	462 333	218 907
Dette à long terme (note 13)	13	88 350 862	91 330 277
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 220 000	3 993 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	99 578 254	103 432 465
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(43 675 416)	(54 273 979)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	164 397 514	166 399 743
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	413 582	413 582
Stocks de fournitures	20	78 486	48 623
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	168 484	58 268
	23	165 058 066	166 920 216
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	121 382 650	112 646 237
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 931 204	8 736 413	2 469 850
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	6 526 232) (	10 724 672)
Produit de cession	3		900	30 346
Amortissement	4		8 528 461	7 868 173
(Gain) perte sur cession	5		(900)	(30 346)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		2 002 229	(2 856 499)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(29 863)	(8 265)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(110 216)	(28 530)
	13		(140 079)	(36 795)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	7 931 204	10 598 563	(423 444)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(54 273 979)	(53 850 535)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(54 273 979)	(53 850 535)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(43 675 416)	(54 273 979)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 736 413	2 469 850
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 528 461	7 868 173
Autres			
▪ Gain sur cession	3	(900)	(30 346)
▪	4		
	5	17 263 974	10 307 677
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 333 482)	2 957 025
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	173 730	969 927
Revenus reportés	9	243 426	106 095
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(773 000)	34 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(29 863)	(8 265)
Autres actifs non financiers	13	(110 216)	(28 530)
	14	15 434 569	14 337 929
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(7 045 184)	(11 763 041)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	900	30 346
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(7 044 284)	(11 732 695)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(90 464)	(90 464)
Remboursement ou cession	21	27 059	30 760
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23	48 485	76 957
	24	(14 920)	17 253
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	28 014 000	4 663 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(30 814 000)	(12 036 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(179 415)	163 293
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(2 979 415)	(7 209 707)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	5 395 950	(4 587 220)
Solde déjà établi	33	9 591 507	14 178 727
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	9 591 507	14 178 727
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	14 987 457	9 591 507

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Lambert (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.,c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

	Périodes
Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Le solde résiduel du coût des services passés, le cas échéant, peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

- Avantages sociaux futurs :

* Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 :

- Régimes capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Régimes non capitalisés : l'excédent de la charge sur le décaissement requis n'est pas amorti.

- Entente relais Agglomération: pour le montant à recevoir du gouvernement du Québec: au fur et à mesure de la facturation annuelle de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	14 987 457	9 591 507
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	14 987 457	9 591 507
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	14 987 457	9 591 507
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	3 524 245	4 632 058
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	24 018 000	4 663 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux élections, immobilisations et conditions climatiques et aux fonds réservés pour le fonds de roulement, les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et le fonds de stationnement.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 182 812 \$ (2 407 486 \$ en 2021). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 788 244 \$ (386 204 \$ en 2021).

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	2 636 520	1 891 964
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	28 955 535	29 207 798
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	5 105 118	3 423 987
Organismes municipaux	16	1 406 116	1 507 129
Autres			
▪ Autres	17	235 043	157 736
▪ Droits de mutation mobilière	18	2 228 314	3 044 550
	19	40 566 646	39 233 164
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	24 164 351	24 715 198
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	24 164 351	24 715 198
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	365 919	343 931
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	24 747 303	23 856 457
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	843 291	1 165 831
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		
Ministère de la Culture et des Communications	29	705 274	626 786
Autres ministères/organismes	30	2 659 667	3 558 724
	31	28 955 535	29 207 798

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,11 % (2,34 % à 5,55 % au 31 décembre 2021) et viennent à échéance au plus tard en mars 2041.

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32	102 750	102 750
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36	102 750	102 750
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

Prêt à un organisme, sans intérêt, échéant en 2024.

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	245 985	231 065
Autres placements	39		
	40	245 985	231 065
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et biens (UMQ).

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(592 000)	(1 445 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(2 628 000)	(2 548 000)
	45	(3 220 000)	(3 993 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	402 000	821 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	129 000	178 000
Régimes à cotisations déterminées	48	6 400	7 235
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	41 871	35 100
	51	579 271	1 041 335

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (6,45 %; 2,45 % en 2021) et renouvelable en mai 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 355 601	2 494 185
Salaires et avantages sociaux	56	2 467 952	2 884 363
Dépôts et retenues de garantie	57	1 492 450	1 255 708
Provision pour contestations d'évaluation	58	29 544	131 480
Autres			
▪ Organismes municipaux	59	218 207	208 968
▪ Intérêts courus sur dette L.T.	60	946 430	880 702
▪ Provision pour éventualité	61	34 875	34 875
▪	62		
▪	63		
	64	7 545 059	7 890 281

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 1 859 291 \$ (2 378 243 \$ au 31 décembre 2021) est inclus dans les comptes fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	288 970	111 500
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Entente développement culturel	80	6 007	
▪ Inscriptions activités loisirs	81	133 242	86 021
▪ Mur du souvenir CDL	82	12 794	12 794
▪ Loyers	83	2 607	2 292
▪ Vignette de stationnement	84	12 600	6 300
▪ Formation sauveteurs	85	6 113	
▪	86		
	87	462 333	218 907

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	4,00	2023	2032	88	89 153 000	91 953 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	89 153 000	91 953 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(802 138)	(622 723)
					98	88 350 862	91 330 277

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		11 951 000			11 951 000
2024	100		8 464 000			8 464 000
2025	101		14 018 000			14 018 000
2026	102		5 833 000			5 833 000
2027	103		23 658 000			23 658 000
2028 et plus	104		25 229 000			25 229 000
	105		89 153 000			89 153 000
Intérêts et frais accessoires	106					
	107		89 153 000			89 153 000

Note**14. Autres passifs**

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	23 857 801	563 014		24 420 815
Eaux usées	116	47 176 375	700 854		47 877 229
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	85 815 062	3 841 183		89 656 245
Autres					
▪ Aménagement des parcs publics	118	5 969 921	253 780		6 223 701
▪ Autres	119	12 473 251	137 240		12 610 491
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	49 013 381	147 345		49 160 726
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 218 441	72 992		4 291 433
Ameublement et équipement de bureau	124	3 428 299	275 812		3 704 111
Machinerie, outillage et équipement divers	125	6 878 091	711 978		7 590 069
Terrains	126	7 450 035			7 450 035
Autres	127	1 081 623	463 419		1 545 042
	128	247 362 280	7 167 617		254 529 897
Immobilisations en cours	129	1 257 850	(641 385)		616 465
	130	248 620 130	6 526 232		255 146 362
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	6 523 336	559 177		7 082 513
Eaux usées	132	12 373 370	1 158 658		13 532 028
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	30 455 352	3 820 956		34 276 308
Autres					
▪ Aménagement des parcs publics	134	559 435	178 399		737 834
▪ Autres	135	7 979 418	344 706		8 324 124
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	15 066 946	1 234 384		16 301 330
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	2 109 475	214 628		2 324 103
Ameublement et équipement de bureau	140	2 687 688	303 049		2 990 737
Machinerie, outillage et équipement divers	141	3 688 963	375 378		4 064 341
Autres	142	776 404	339 126		1 115 530
	143	82 220 387	8 528 461		90 748 848
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	166 399 743			164 397 514
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	413 582	413 582
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150		
	151	413 582	413 582
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	413 582	413 582

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Assurances / licences	165	168 484	58 268
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	168 484	58 268

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et d'autres obligations échéant en 2025, à verser une somme de 4 987 950 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 4 020 568 \$ en 2023, à 913 088 \$ en 2024, 54 294 \$ en 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 303 916 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 358 075 \$ en 2023, 325 792 \$ en 2024, 292 686 \$ en 2025, 258 599 \$ en 2026 et 223 500 \$ en 2027.

La Ville détient également des baux échéant à différentes dates jusqu'en 2025, prévoyant la perception de loyers totalisant 121 000 \$ pour les années 2023 à 2025. La plupart des baux ont une clause d'indexation selon l'IPC.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain, de EXO, de la Communauté métropolitaine et de l'Agglomération. Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 946 000 \$, 2 595 108 \$, 312 716 \$ et 17 662 386 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres*Contestations d'évaluation*

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2010 à 2022. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 29 544 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à ce même fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalisations 2022	Total	Réalisations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	50 212 877	50 887 718		50 887 718	47 333 672
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 515 062	1 479 021		1 479 021	1 371 637
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 914 732	1 747 814		1 747 814	1 582 207
Services rendus	5	1 958 842	2 027 197		2 027 197	1 584 957
Imposition de droits	6	4 622 428	8 407 212		8 407 212	6 741 585
Amendes et pénalités	7	625 000	633 516		633 516	681 379
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	358 000	881 465		881 465	429 373
Autres revenus	10	102 000	7 965		7 965	145 986
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	61 308 941	66 071 908		66 071 908	59 870 796
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		4 955 073		4 955 073	1 826 053
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					23 800
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		4 955 073		4 955 073	1 849 853
	22	61 308 941	71 026 981		71 026 981	61 720 649
Charges						
Administration générale	23	9 030 170	8 824 279	407 880	9 232 159	9 331 106
Sécurité publique	24	12 263 797	12 247 033	16 807	12 263 840	11 755 726
Transport	25	12 356 446	12 606 314	4 459 086	17 065 400	15 698 690
Hygiène du milieu	26	7 591 644	7 640 479	1 833 667	9 474 146	8 417 224
Santé et bien-être	27	241 743	247 982		247 982	241 911
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 119 665	1 206 413	173 937	1 380 350	1 226 923
Loisirs et culture	29	8 681 327	8 628 291	1 637 084	10 265 375	9 886 270
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 092 945	2 361 316		2 361 316	2 692 949
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		8 528 461	(8 528 461)		
	34	53 377 737	62 290 568		62 290 568	59 250 799
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 931 204	8 736 413		8 736 413	2 469 850

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 931 204	8 736 413	2 469 850
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	4 955 073)(	1 849 853)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	7 931 204	3 781 340	619 997
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		8 528 461	7 868 173
Produit de cession	5		900	30 346
(Gain) perte sur cession	6		(900)	(30 346)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		8 528 461	7 868 173
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		27 059	30 760
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		48 484	76 958
	15		75 543	107 718
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		53 546	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 657 140)(	4 719 116)(	5 267 540)
	18	(4 657 140)	(4 665 570)	(5 267 540)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	90 464)(	90 464)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	200 000	200 000	660 300
Excédent de fonctionnement affecté	21	35 000	343 178	504 841
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 630 912)	(3 443 628)	(2 850 165)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	121 848	213 218	350 595
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(3 274 064)	(2 777 696)	(1 424 893)
	26	(7 931 204)	1 160 738	1 283 458
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		4 942 078	1 903 455

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 955 073	1 849 853
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	248 326)(	438 381)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	4 506 997)(	5 881 454)
Hygiène du milieu	5 (	1 329 270)(	3 682 666)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 911)(	13 677)
Loisirs et culture	8 (	437 728)(	708 494)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	6 526 232)(	10 724 672)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	90 464)(	90 464)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 416 415	(1 055 169)
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	90 464	90 464
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		414 538
Réserves financières et fonds réservés	18	4 551 440	3 306 537
	19	4 641 904	3 811 539
	20	441 623	(8 058 766)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	5 396 696	(6 208 913)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	11 395 613	11 942 929	11 644 679
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	3 080 495	2 640 786	3 183 703
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	10 724 796	10 674 405	8 658 929
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 357 641	2 094 828	2 140 348
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	735 304	356 488	414 601
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		(90 000)	138 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	25 977 888	25 934 899	24 515 379
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	106 000	123 652	566 987
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		8 528 461	7 868 173
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Provision pour mauvaises créances	21		84 120	120 000
	22			
	23			
	24	53 377 737	62 290 568	59 250 799

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 685 815	3 569 561
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 139 338	743 134
Réserves financières et fonds réservés	3	3 524 245	4 632 058
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 851 317)	(2 680 099)
Financement des investissements en cours	5	10 376 092	5 092 950
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	101 508 477	101 288 633
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	121 382 650	112 646 237
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 685 815	3 569 561
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	7 685 815	3 569 561
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Démolition du 17 Fort	12		24 811
▪ Fonds Vert	13	176 933	162 833
▪ Fonds immobilisations	14		27 975
▪ Exercice suivant	15		200 000
▪ Urgence mesures sanitaires	16		45 000
▪ Frais juridiques	17	221 860	282 515
▪ Fonds pour projets spéciaux	18	740 545	
▪	19		
▪	20		
	21	1 139 338	743 134
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 139 338	743 134

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve pour immobilisations	27	1 000 000
▪ Réserve conditions climatiques	28	300 000
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	1 300 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	2 092 776
Organismes contrôlés et partenariats	38	3 212 149
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	6 561
Organismes contrôlés et partenariats	40	6 561
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	51 463
Autres		
▪ Stationnement	46	73 445
▪	47	
	48	2 224 245
	49	3 524 245
		4 632 058

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 (	2 628 000)(
		2 548 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
	56 (	2 628 000)(
		2 548 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ()(
Autres		
▪ Entente relais Agglomération	60 (	(646 763))(
▪	61 ()(
	62 (	1 981 237)(
		1 869 389)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres		
▪	67 ()(
▪	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	1 337 295)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres		
▪	74 ()(
▪	75 ()(
	76 (	1 337 295)(
		1 379 295)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	467 215
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	568 585
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	467 215
	83 (	2 851 317)(
		2 680 099)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 11 124 363	9 567 998
Investissements à financer	85 (748 271)(	4 475 048)
	86 10 376 092	5 092 950
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 164 397 514	166 399 743
Propriétés destinées à la revente	88 413 582	413 582
Prêts	89 102 750	102 750
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 245 985	231 065
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 165 159 831	167 147 140
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 165 159 831	167 147 140
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (88 350 862)(	91 330 277)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (802 138)(	622 723)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 24 164 351	24 715 198
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 1 337 295	1 379 295
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (63 651 354)(	65 858 507)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (63 651 354)(	65 858 507)
	103 101 508 477	101 288 633

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère et le supplément d'appoint varient selon le groupe d'employés (non-syndiqué, col bleu et brigadier scolaire). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées de service du participant.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 445 000)	(1 539 000)
Charge de l'exercice	4 (402 000)(	821 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 255 000	915 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (592 000)	(1 445 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 45 071 000	53 691 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (46 247 000)(	53 691 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 176 000)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 584 000	(1 445 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (592 000)	(1 445 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (592 000)	(1 445 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 45 071 000	53 691 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (46 247 000)(	53 691 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 176 000)()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 653 000	1 436 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 653 000	1 436 000
Cotisations salariales des employés	21 (851 000)(	608 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( ) (	172 000)
	23 802 000	656 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (252 000)	87 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 550 000	743 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 314 000	2 234 000
Rendement espéré des actifs	33 (2 462 000)(	2 156 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (148 000)	78 000
Charge de l'exercice	35 402 000	821 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (7 957 700)	4 213 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 462 000)(	2 156 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (10 419 700)	2 057 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 6 162 700	2 337 600
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 768 300	3 012 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 706 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 8	9
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 %	4,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,60 %	4,60 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Le régime consiste à offrir aux personnes retraitées une assurance-vie de base ainsi qu'une couverture d'assurance pour soins médicaux et soins dentaires.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(2 548 000)	(2 420 000)
Charge de l'exercice	56 (	129 000)(	178 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	49 000	50 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(2 628 000)	(2 548 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	1 391 000)(	1 997 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(1 391 000)	(1 997 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(1 237 000)	(551 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(2 628 000)	(2 548 000)
Provision pour moins-value	64 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(2 628 000)	(2 548 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ())
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ())

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 122 000	118 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 122 000	118 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 122 000	118 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (51 000)	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 71 000	118 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 58 000	60 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 58 000	60 000
Charge de l'exercice	87 129 000	178 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 5,20 %	2,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,90 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪ DMERCA	104 15	15
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM). Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un pourcentage fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des normes comptables. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	6 400	7 235
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112	6 400	7 235

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9	9

Description du régime

Le RREMQ est un régime de retraite interemployeur, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées, qui existe depuis le 1er janvier 2008. Ce régime s'adresse aux organismes municipaux ainsi qu'aux organismes connexes comme les centres locaux de développement (CLD). Les employés des organismes participants peuvent individuellement décider de racheter leurs services rendus antérieurement au 1er janvier 2008 ou à la date d'adhésion au régime. Chaque employé qui exerce un tel choix en assume la totalité des coûts.

Les promoteurs à l'origine de l'instauration de ce régime sont la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec (ADGMRCQ), avec l'appui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'il doit verser pour cet exercice telles qu'établies en vertu du régime.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	8 289	6 230
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	27 939	21 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	13 932	14 100
	123	41 871	35 100

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	49 746 927	50 397 198	46 954 354
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	49 746 927	50 397 198	46 954 354
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	377 950	411 791	292 710
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	88 000	78 729	86 608
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	465 950	490 520	379 318
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	465 950	490 520	379 318
	29	50 212 877	50 887 718	47 333 672

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32	3 462	3 462	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	119 909	121 534	94 545
Cégeps et universités	34	362 830	367 917	314 361
Écoles primaires et secondaires	35	802 498	814 524	742 647
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	1 288 699	1 307 437	1 151 553
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	226 363	171 584	220 084
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41	226 363	171 584	220 084
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	1 515 062	1 479 021	1 371 637

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	174 723	62 362	68 016
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	239 887	105 972	113 824
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	283 417	155 668	170 292
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	230 000	356 307	296 013
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	18 454	67 924	23 299
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	87 576	96 509	148 421
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	119 873	117 432	116 000
Autres	85	23 750	17 743	6 587
Réseau d'électricité	86			
	87	1 177 680	979 917	942 452

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93	2 637 203	966 020
Enlèvement de la neige	94		
Autres	95		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		
Réseau de distribution de l'eau potable	104	677 353	257 436
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106	1 636 767	602 597
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113	3 750	
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122		
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		
Autres	124		
Réseau d'électricité	125		
	126	4 955 073	1 826 053

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	450 000	480 845	457 257
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	287 052	287 052	182 498
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	737 052	767 897	639 755
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 914 732	6 702 887	3 408 260

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	498 105	538 347	578 100
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	498 105	538 347	578 100

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	498 105	538 347	578 100

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	181 480	134 128	173 597
	185	181 480	134 128	173 597
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	36 580	67 077	50 190
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	36 580	67 077	50 190
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	6 000	8 947	7 060
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205	1 800	1 522	1 992
Autres	206	5 000	2 748	11 588
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	4 500	5 765	4 044
Autres	209	780	3 280	790
	210	18 080	22 262	25 474

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	52 500	19 925	59 100
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219	52 500	19 925	59 100
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	1 146 534	1 200 985	680 386
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	7 870	10 935	7 209
Autres	222	17 693	33 538	10 901
	223	1 172 097	1 245 458	698 496
Réseau d'électricité				
	224			
	225	1 460 737	1 488 850	1 006 857
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 958 842	2 027 197	1 584 957

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	372 428	364 076	395 776
Droits de mutation immobilière	228	4 250 000	8 043 136	6 345 809
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	4 622 428	8 407 212	6 741 585
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	625 000	633 516	681 379
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	358 000	881 465	429 373
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	100 000	900	30 346
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			23 800
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	2 000	7 065	115 640
	245	102 000	7 965	169 786
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	577 763	439 844		439 844	466 256
	Greffe et application de la loi	2	1 303 587	1 255 402		1 255 402	1 467 003
	Gestion financière et administrative	3	2 868 838	2 732 525		2 732 525	2 953 218
	Évaluation	4	520 772	520 772		520 772	486 238
	Gestion du personnel	5	773 502	755 434		755 434	667 682
	Autres						
	▪ Agglomération - Admin autre	6	1 881 020	1 883 176		1 883 176	1 818 675
	▪ Ville - Admin autre	7	1 104 688	1 237 126	407 880	1 645 006	1 472 034
		8	9 030 170	8 824 279	407 880	9 232 159	9 331 106
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	8 097 966	8 097 966	16 807	8 114 773	7 664 980
	Sécurité incendie	10	3 057 866	3 057 866		3 057 866	2 761 721
	Sécurité civile	11					
	Autres	12	1 107 965	1 091 201		1 091 201	1 329 025
		13	12 263 797	12 247 033	16 807	12 263 840	11 755 726
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	3 411 994	4 198 416	4 193 021	8 391 437	7 395 914
	Enlèvement de la neige	15	2 002 084	1 673 019	160 933	1 833 952	1 741 687
	Éclairage des rues	16	319 755	177 092	89 719	266 811	204 703
	Circulation et stationnement	17	329 286	264 374	15 413	279 787	297 617
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	6 290 006	6 290 006		6 290 006	6 055 361
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21	3 321	3 407		3 407	3 408
		22	12 356 446	12 606 314	4 459 086	17 065 400	15 698 690

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	491 165	491 165		491 165	370 399
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 128 431	1 422 011	562 098	1 984 109	1 892 192
Traitement des eaux usées	25	1 277 781	1 277 781		1 277 781	1 120 296
Réseaux d'égout	26	755 378	600 845	1 161 054	1 761 899	1 608 263
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	441 130	461 196		461 196	478 580
Élimination	28	664 303	664 303		664 303	561 449
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	529 352	538 824		538 824	496 077
Tri et conditionnement	30	84 169	84 169		84 169	74 683
Matières organiques						
Collecte et transport	31	534 176	576 002		576 002	382 641
Traitement	32	267 029	267 029		267 029	168 486
Matériaux secs	33	306 538	306 538		306 538	283 864
Autres	34	21 480	21 480		21 480	25 404
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Autres	37					
Protection de l'environnement	38	476 866	315 290	110 515	425 805	319 432
Autres	39	613 846	613 846		613 846	635 458
	40	7 591 644	7 640 479	1 833 667	9 474 146	8 417 224
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	241 743	247 982		247 982	241 911
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	241 743	247 982		247 982	241 911

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022			Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	953 753	1 039 163	173 937	1 213 100		764 587
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	165 912	167 250		167 250		462 336
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 119 665	1 206 413	173 937	1 380 350		1 226 923
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 674 820	1 653 385	387 586	2 040 971		1 858 574
Patinoires intérieures et extérieures	54	464 777	390 927	385 564	776 491		689 067
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 289 584	1 085 792	132 851	1 218 643		1 391 345
Parcs et terrains de jeux	56	2 780 341	3 081 701	517 847	3 599 548		3 260 832
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	197 817	202 362		202 362		70 977
Autres	59						
	60	6 407 339	6 414 167	1 423 848	7 838 015		7 270 795
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	777 284	724 330	55 919	780 249		783 643
Bibliothèques	62	1 489 774	1 426 559	156 836	1 583 395		1 626 253
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	6 930	7 510	481	7 991		9 579
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65		55 725		55 725		196 000
	66	2 273 988	2 214 124	213 236	2 427 360		2 615 475
	67	8 681 327	8 628 291	1 637 084	10 265 375		9 886 270

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 092 945	2 248 539		2 248 539	2 356 544
Autres frais	70		202 777		202 777	198 405
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(90 000)		(90 000)	138 000
Autres	72					
	73	2 092 945	2 361 316		2 361 316	2 692 949
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		8 528 461 (	8 528 461)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	562 402	1 546 731
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	689 211	1 962 273
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 627 170	4 737 649
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	175 363	427 656
Aires de stationnement	9	(6 287)	6 287
Parcs et terrains de jeux	10	283 861	193 928
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	4 159	204 910
Édifices communautaires et récréatifs	14	59 343	385 448
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	72 372	569 734
Ameublement et équipement de bureau	18	228 806	213 139
Machinerie, outillage et équipement divers	19	789 634	313 967
Terrains	20		
Autres	21	40 198	162 950
	22	6 526 232	10 724 672

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	562 402	1 546 731
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	689 211	1 962 273
Autres infrastructures	27	4 080 107	5 365 520
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 194 512	1 850 148
	34	6 526 232	10 724 672

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	6 561			6 561
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 241 700		47 500	1 194 200
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	65 989 541	2 469 962	4 671 615	63 787 888
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	67 237 802	2 469 962	4 719 115	64 988 649
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	24 715 198	1 526 038	2 076 885	24 164 351
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	24 715 198	1 526 038	2 076 885	24 164 351
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	24 715 198	1 526 038	2 076 885	24 164 351
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	24 715 198	1 526 038	2 076 885	24 164 351
	19	91 953 000	3 996 000	6 796 000	89 153 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	91 953 000	3 996 000	6 796 000	89 153 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	89 153 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	748 271
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	6 561
Débiteurs	9	24 164 351
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	6 821 015
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	58 909 344
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	58 909 344
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	312 716
Autres organismes	19	3 541 108
Endettement total net à long terme	20	62 763 168
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	18 309 149
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	646 763
	23	17 662 386
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	80 425 554
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	381 588	381 588	370 613
Évaluation	2	520 772	520 772	486 238
Autres	3	1 888 575	1 845 793	1 826 487
Sécurité publique				
Police	4	8 097 966	8 097 966	7 648 173
Sécurité incendie	5	3 057 866	3 057 866	2 761 721
Sécurité civile	6			
Autres	7	795 612	795 612	1 006 931
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	6 290 006	6 290 006	6 055 361
Autres	10	3 321	3 407	3 408
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 147 073	2 132 703	1 853 423
Matières résiduelles	12	1 343 519	1 343 519	1 113 886
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	5 130	5 262	5 508
Autres	15	613 846	613 846	635 458
Santé et bien-être				
Logement social	16	241 743	247 982	241 911
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	207 546	208 553	127 964
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	165 912	167 250	162 336
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	217 413	222 774	215 961
Réseau d'électricité				
	24			
	25	25 977 888	25 934 899	24 515 379

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	374 534	692 856
Charges sociales	2	113 397	222 458
Biens et services	3	6 038 301	9 809 358
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 526 232	10 724 672

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	29,37	35,00	54 436,75	3 437 734	763 926	4 201 660
Professionnels	2						
Cols blancs	3	67,16	33,75	120 061,18	4 091 571	909 222	5 000 793
Cols bleus	4	53,34	40,00	117 737,02	4 535 589	1 007 891	5 543 480
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	149,87		292 234,95	12 064 894	2 681 039	14 745 933
Élus	9	9,00			252 569	73 144	325 713
	10	158,87			12 317 463	2 754 183	15 071 646

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	105 972	208 936	468 417		783 325
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	155 668	504 457	1 132 309		1 792 434
Autres	16	1 440 420	816 394	1 870 314		4 127 128
	17	1 702 060	1 529 787	3 471 040		6 702 887

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(17 295)	26 955
	4	(17 295)	26 955
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 162 005	1 267 201
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 162 005	1 267 201
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	310 226	323 918
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	585 799	587 658
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	896 025	911 576
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	85 665	97 559
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	85 665	97 559
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	209 038	345 959
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	25 878	43 699
	39	234 916	389 658
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 361 316	2 692 949

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mme Pascale Mongrain	Maire	44 161	17 546	15 508	
M. Francis Le Chateleir, district #1	Conseiller	16 203	8 101	15 850	
M. Claude Fergusson, district #2	Conseiller	16 203	8 101	7 560	3 780
Mme Alexandrine Lamoureux-Salvas, distri	Conseiller	16 203	8 101		
Mme Julie Bourgoin, district #4	Conseiller	16 203	8 101	2 340	1 170
M. Loïc Blancquaert, district #5	Conseiller	16 203	8 101	1 950	975
Mme Liette Michaud, district #6	Conseiller	16 203	8 101		
Mme Virginie Dostie-Toupin, district #7	Conseiller	16 203	8 101		
Mme Stéphanie Verreault, district #8	Conseiller	16 203	8 101		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	3 500 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	3 <input type="checkbox"/> 6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	6 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28 29

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31 32

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 2 913 733 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40 41

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42 43

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Agglomération de Longueuil

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44 45

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47 48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50 51

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 _____ \$

- b) autres formes d'aide

53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2022-04-136
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2022-04-11
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 651
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 660
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2023-04-03 15:38

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	61 308 941	66 071 908	59 870 796
Investissement	2		4 955 073	1 849 853
	3	61 308 941	71 026 981	61 720 649
Charges	4	53 377 737	62 290 568	59 250 799
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 931 204	8 736 413	2 469 850
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 4 955 073)	(1 849 853)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	7 931 204	3 781 340	619 997
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		8 528 461	7 868 173
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		53 546	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 657 140)	(4 719 116)	(5 267 540)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 90 464)	(90 464)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 274 064)	(2 687 232)	(1 334 429)
Autres éléments de conciliation	13		75 543	107 718
	14	(7 931 204)	1 160 738	1 283 458
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		4 942 078	1 903 455

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	14 987 457	9 591 507
Débiteurs	2	40 566 646	39 233 164
Placements de portefeuille	3	245 985	231 065
Autres	4	102 750	102 750
	5	55 902 838	49 158 486
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	88 350 862	91 330 277
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	3 220 000	3 993 000
Autres	9	8 007 392	8 109 188
	10	99 578 254	103 432 465
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(43 675 416)	(54 273 979)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	164 397 514	166 399 743
Autres	13	660 552	520 473
	14	165 058 066	166 920 216
Excédent (déficit) accumulé	15	121 382 650	112 646 237

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	7 685 815	3 569 561
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Démolition du 17 Fort	17		24 811
▪ Fonds Vert	18	176 933	162 833
▪ Fonds immobilisations	19		27 975
▪ Exercice suivant	20		200 000
▪ Urgence mesures sanitaires	21		45 000
▪ Frais juridiques	22	221 860	282 515
▪ Fonds pour projets spéciaux	23	740 545	
▪	24		
▪	25		
	26	1 139 338	743 134
Réserves financières	27	1 300 000	1 300 000
Fonds réservés	28	2 224 245	3 332 058
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(2 851 317)	(2 680 099)
Financement des investissements en cours	30	10 376 092	5 092 950
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	101 508 477	101 288 633
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	121 382 650	112 646 237

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	58 909 344
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	80 425 554

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	6 561	6 561
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	63 787 888	65 989 541
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 194 200	1 241 700
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	24 164 351	24 715 198
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	89 153 000	91 953 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	50 212 877	50 887 718	47 333 672
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 515 062	1 479 021	1 371 637
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 914 732	1 747 814	1 582 207
Services rendus	16	1 958 842	2 027 197	1 584 957
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	5 247 428	9 040 728	7 422 964
Autres	18	460 000	889 430	575 359
	19	61 308 941	66 071 908	59 870 796
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		4 955 073	1 826 053
Autres	23			23 800
	24		4 955 073	1 849 853
	25	61 308 941	71 026 981	61 720 649

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	9 030 170	8 824 279	407 880	9 232 159	9 331 106
Sécurité publique						
Police	2	8 097 966	8 097 966	16 807	8 114 773	7 664 980
Sécurité incendie	3	3 057 866	3 057 866		3 057 866	2 761 721
Autres	4	1 107 965	1 091 201		1 091 201	1 329 025
Transport						
Réseau routier	5	6 063 119	6 312 901	4 459 086	10 771 987	9 639 921
Transport collectif	6	6 290 006	6 290 006		6 290 006	6 055 361
Autres	7	3 321	3 407		3 407	3 408
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 652 755	3 791 802	1 723 152	5 514 954	4 991 150
Matières résiduelles	9	2 848 177	2 919 541		2 919 541	2 471 184
Autres	10	1 090 712	929 136	110 515	1 039 651	954 890
Santé et bien-être	11	241 743	247 982		247 982	241 911
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	953 753	1 039 163	173 937	1 213 100	764 587
Promotion et développement économique	13	165 912	167 250		167 250	462 336
Autres	14					
Loisirs et culture	15	8 681 327	8 628 291	1 637 084	10 265 375	9 886 270
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 092 945	2 361 316		2 361 316	2 692 949
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	53 377 737	53 762 107	8 528 461	62 290 568	59 250 799
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		8 528 461 (	8 528 461)		
	21	53 377 737	62 290 568		62 290 568	59 250 799

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 955 073	1 849 853
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 526 232)	(10 724 672)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	90 464)	(90 464)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 416 415	(1 055 169)
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	90 464	90 464
Excédent accumulé	6	4 551 440	3 721 075
	7	441 623	(8 058 766)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	5 396 696	(6 208 913)

Extrait du rapport financier, page S18